



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Bulletin Mensuel de Conjoncture de la BCEAO

AVRIL 2007

NUMERO 20



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 839 05 00
Télécopie : +221 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Ismaila DEM

*Directeur de la Recherche
et de la Statistique*

Email : courrier.drs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO

BP : 3108 - DAKAR

ISSN 08505756



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BULLETIN MENSUEL DE CONJONCTURE DE LA BCEAO

Avril 2007

NUMERO 20

Table des matières

AVANT-PROPOS	5
I - VUE D'ENSEMBLE	6
II - APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	8
III - LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS DE FEVRIER 2007	9
3.1 - Evolution de l'activité économique	9
3.1.1 - Production agricole	9
3.1.2 - Activité industrielle	10
3.1.3 - Bâtiments et travaux publics	11
3.1.4 - Activité commerciale	12
3.1.5 - Services marchands	13
3.1.6 - Coûts de production des entreprises	13
3.1.7 - Situation de trésorerie des unités de production	14
3.2 - Evolution des prix	14
3.3 - Evolution des conditions de banque	15
3.4 - Evolution de la situation monétaire	17
3.5 - Evolution des marchés de capitaux	19
3.5.1 - Marché monétaire	19
3.5.2 - Marché financier	22

AVANT-PROPOS

Le Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Le Bulletin est centré sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture interne, notamment l'évolution de l'activité industrielle et commerciale, ainsi que les conditions de production des entreprises et le niveau général des prix à la consommation. Ces informations sont collectées sur la base d'enquêtes réalisées tous les mois par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

Le Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

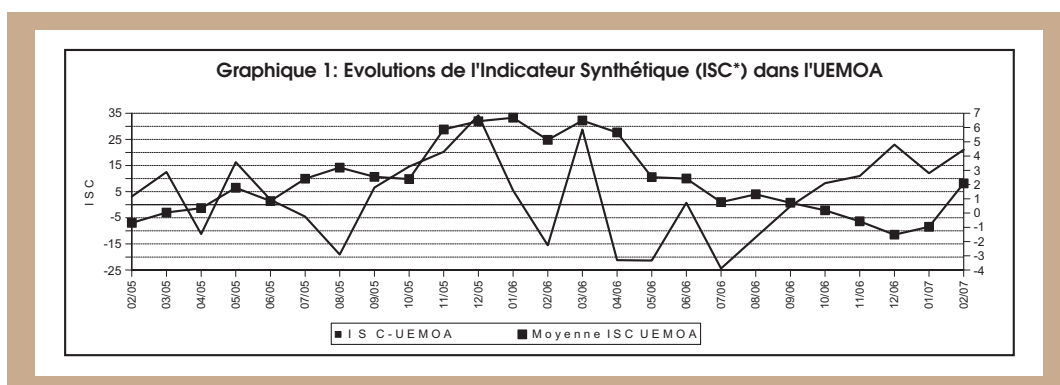
I - VUE D'ENSEMBLE

Au cours du mois de **février 2007**, la Banque Centrale du Japon a relevé ses taux directeurs d'un quart de point de pourcentage, dans un contexte de croissance économique soutenue et de persistance des risques inflationnistes. Par contre, la Réserve Fédérale américaine et la Banque Centrale Européenne ont maintenu inchangés leurs taux directeurs. Sur le marché des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises. En outre, la plupart des cours moyens mensuels des matières premières exportées par les pays de l'Union se sont inscrits en hausse.

En février 2007, la conjoncture économique dans les Etats membres de l'UEMOA, selon l'appréciation des chefs d'entreprise, s'est légèrement améliorée par rapport au mois précédent (cf. graphique 1), à la suite de la progression enregistrée dans les services marchands, atténuée par la baisse notée dans l'industrie, dans les BTP et dans le commerce. Par pays, l'activité s'est accrue au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger. Elle s'est contractée en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Togo.

En rythme annuel, la conjoncture apparaît bien orientée, en liaison avec la progression de l'activité dans tous les secteurs, à l'exception des BTP. Par pays, il est observé une évolution favorable de la conjoncture au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo. L'activité a, par contre, stagné au Bénin et a reculé en Guinée-Bissau.

Sur les deux premiers mois de l'année 2007, le rythme de l'activité s'est légèrement accéléré, par rapport à la même période de l'année précédente, en raison de la progression enregistrée dans l'industrie, dans le commerce et dans les services marchands. Par pays, la conjoncture s'est relativement améliorée dans tous les Etats, sauf au Bénin, en Guinée-Bissau et au Togo.



(*) Cf. Documents d'Etudes et de Recherche N°DER/02/03, «Construction d'un indicateur synthétique d'opinion sur la conjoncture».

Au cours des deux premiers mois de l'année 2007, **les conditions de production** ont été principalement marquées, en rythme annuel, par une légère hausse des coûts unitaires de production dans l'industrie et dans les bâtiments et travaux publics. La situation de trésorerie des entreprises est apparue globalement inchangée.

Sur le plan de l'évolution des **prix intérieurs**, il est relevé une baisse de l'inflation, en glissement annuel, comparativement au mois précédent. En effet, le taux d'inflation est passé de 2,5% en janvier 2007 à 2,4% en février 2007, contre 3,0% un an plus tôt. Par pays, le taux d'inflation, en glissement annuel, en février 2007, s'est situé à 5,2% au Sénégal, 2,8% en Côte d'Ivoire, 2,7% en Guinée-Bissau, 1,8% au Bénin, 1,0% au Mali, 0,5% au Togo, -0,5% au Niger et -1,4% au Burkina.

Au titre de l'évolution des **conditions de banque dans l'Union en février 2007**, les taux d'intérêt débiteurs observés se sont globalement établis en moyenne à 7,85%¹ contre 7,78% en janvier 2007, soit une hausse de 0,08 point de pourcentage. Cette évolution des taux débiteurs résulte des hausses relevées au Niger (1,80 point), en Guinée-Bissau (0,90), au Mali (0,56 point), au Sénégal (0,28 point) et en Côte d'Ivoire (0,08 point). Elle a été atténuée par les baisses relevées au Togo (-1,32 point) et au Burkina (-0,08 point) ainsi que la stabilité au Bénin.

Par ailleurs, il est enregistré une hausse des mises en place de 13,7 milliards (soit 5,8%), par rapport au mois précédent, en raison notamment de l'augmentation relevée en Côte d'Ivoire (28,8 milliards), au Burkina (1,1 milliard) et au Togo (0,5 milliard). Les crédits alloués ont bénéficié principalement aux «entreprises privées du secteur productif» (64,8%), aux «entreprises individuelles» (16,1%) et aux «particuliers» (9,3%). Ils ont servi, en grande partie, au financement des besoins de trésorerie pour 75,1%, d'équipement pour 10,1% et de consommation pour 5,4%.

Comparées au mois de février 2006, les nouvelles mises en place de crédits ont augmenté de 3,5% au niveau de l'Union, tandis que les taux débiteurs se sont relevés de 0,22 point de pourcentage.

¹ : En incluant les prêts au personnel des banques, le taux d'intérêt moyen ressort à 7,81%.

II - APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Hausse des taux directeurs de la Banque Centrale du Japon.

En février 2007, l'environnement économique international a été caractérisé par la poursuite d'une croissance économique soutenue dans la plupart des pays industrialisés, dans un contexte de persistance des tensions inflationnistes. La plupart des banques centrales des principaux pays industrialisés ont maintenu inchangés leurs taux directeurs, à l'exception de la Banque du Japon. Celle-ci, au terme de la réunion de son Comité de Politique Monétaire du 21 février 2007, a relevé ses taux directeurs d'un quart de point de pourcentage, portant le taux d'escompte à 0,75% et le taux objectif au jour le jour à 0,50%. Dans le communiqué de presse publié à cette occasion, elle a précisé que la croissance de l'économie japonaise se renforce et qu'elle procéderait à des ajustements graduels de ses taux pour prévenir d'éventuels risques inflationnistes.

Appréciation de l'euro vis-à-vis des principales devises.

Sur le marché des changes, l'euro s'est apprécié vis-à-vis des principales devises au cours du mois de février 2007. La monnaie commune européenne s'est établie en moyenne à 1,3074 dollar en février 2007 contre 1,2999 dollar en janvier 2007, soit une appréciation de 0,58%. Sur la même période, elle s'est raffermie de 0,66% vis-à-vis du yen, ressortant à 157,6005 unités pour un euro en février 2007. Par rapport à la livre sterling, l'euro s'est raffermi de 0,69% pour s'établir en moyenne à 0,6680 livre en février 2007.

Les cours moyens mensuels des matières premières exportées par les pays de l'Union se sont inscrits en hausse au cours de la période sous revue, à l'exception de ceux du coton et de l'huile d'arachide qui ont reflué respectivement de 2,1% et 0,3%.

Hausse des cours des matières premières, à l'exception de ceux du coton et de l'huile d'arachide.

Ainsi, les cours du cacao sont ressortis en hausse de 6,3%. Après plusieurs mois de décrue, les cours mondiaux du pétrole se sont redressés de 8,3% en février 2007. Dans le même sillage, les cours du caoutchouc naturel ont enregistré une hausse de 8,2%. Ceux de l'huile de palme et de l'huile de palmiste se sont également raffermis respectivement de 1,3% et 4,1%. Quant aux cours du café et de la noix de cajou, ils sont quasiment restés inchangés d'un mois à l'autre.

III - LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS FEVRIER 2007

La conjoncture économique dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à fin février 2007 est marquée par les résultats relativement satisfaisants de la campagne agricole 2006/2007 et la bonne orientation, en rythme annuel, des activités dans l'industrie, dans le commerce et dans les services marchands.

3.1 - Evolution de l'activité économique

3.1.1 - Production agricole

La production vivrière serait en hausse dans la plupart des pays de l'Union, sauf au Sénégal.

Hausse de la production vivrière.

Tableau 1 : Evolution de la production vivrière (par campagne)*			
	2005/2006	2006/2007	Variation
	En tonnes		(en %)
Bénin	6 199 700	6 632 400	7,0
Burkina	3 649 500	3 858 200	5,7
Côte d'Ivoire	9 451 300	9 678 200	2,4
Guinée-Bissau	212 600	231 700	9,0
Mali	3 397 900	3 674 700	8,1
Niger	3 657 200	3 969 900	8,6
Sénégal	1 807 200	1 272 300	-29,6
Togo	2 226 500	2 288 900	2,8
UEMOA	30 601 900	31 606 300	3,3

* : estimations.

Sources : organismes nationaux de commercialisation.

Les productions des cultures d'exportation sur la campagne 2006/2007 se seraient améliorées comparativement aux réalisations de la campagne précédente, à l'exception des productions d'arachide et de cacao, qui accusent respectivement une baisse de 7,7% et 4,1%.

Hausse de la production des cultures d'exportation, à l'exception de celles d'arachide et du cacao.

Tableau 2 : Evolution de la production des cultures d'exportation (par campagne)*			
	2005/2006	2006/2007	Variation
	En tonnes		(en %)
Arachide	1 612 744	1 489 001	-7,7
Cacao	1 411 900	1 354 200	-4,1
Café	118 600	122 300	3,1
Coton-graine	1 808 500	2 054 700	13,6
Noix de cajou	112 400	121 100	7,7

* : estimations.

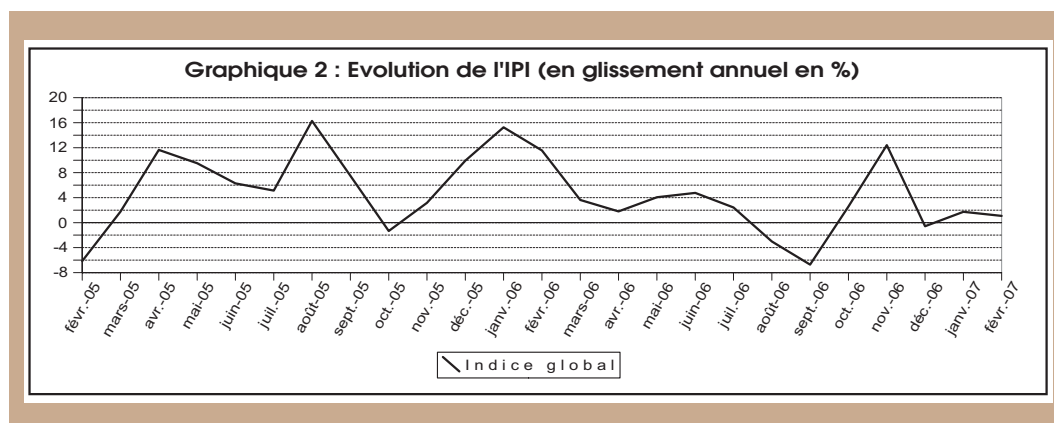
Sources : organismes nationaux de commercialisation.

3.1.2 - Activité industrielle

En février 2007, l'activité industrielle dans l'UEMOA, mesurée par l'indice de la production des industries du secteur moderne, a baissé de 3,0% en rythme mensuel, en liaison avec la diminution observée dans les unités manufacturières et énergétiques. En effet, dans les manufactures, la production a diminué de 5,2%, en raison notamment du reflux relevé dans la fabrication de produits chimiques (-18,1%) au Burkina, au Mali, au Niger et au Sénégal, de caoutchouc et matières plastiques (-17,1%) au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Togo, de textiles (-14,6%) au Burkina, au Mali, au Niger et au Sénégal, de produits alimentaires et boissons (-11,7%) en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal et au Togo ainsi que de raffinage de produits pétroliers (-10,8%) en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, l'activité énergétique a baissé de 3,3%, notamment au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo. Cette évolution baissière a été atténuée par la hausse de 9,1% de l'extraction minière, en liaison avec le flux enregistré au Mali, au Niger et au Sénégal. Par pays, la baisse mensuelle de la production industrielle en février 2007 a été de 10,1% au Togo, 7,6% au Burkina, 5,1% au Mali, 3,5% en Côte d'Ivoire et au Sénégal. La production a augmenté au Niger (21,4%), en Guinée-Bissau (14,4%) et au Bénin (21,2%).

Hausse en rythme annuel de la production industrielle.

En glissement annuel, la production industrielle dans l'UEMOA est en hausse de 1,1% (cf. graphique 2), en liaison avec le flux constaté dans les unités manufacturières (1,9%) et dans la branche «Electricité, gaz et eau» (2,3%). Cette progression a été atténuée par la baisse relevée dans les activités extractives (-4,5%). Par pays, une hausse de la production a été enregistrée au Niger (48,0%), au Burkina (9,9%) et au Mali (2,7%). En revanche, une baisse est observée en Guinée-Bissau (-29,8%), au Togo (-7,8%), au Sénégal (-6,3%), au Bénin (-4,5%) et en Côte d'Ivoire (-0,6%).



Sur les deux premiers mois de l'année 2007, la production industrielle est en hausse, comparativement à la même période de 2006. En effet, elle s'est accrue de 1,4% contre 13,4% un an auparavant, à la suite principalement du reflux de l'extraction minière. Cette progression résulte, principalement, du dynamisme de l'activité manufacturière des usines d'articles d'habillement (153,9%) en Côte d'Ivoire, de l'édition et de l'imprimerie (18,6%) au Bénin et en Côte d'Ivoire, de bois et articles en bois (17,7%) au Burkina et en Côte d'Ivoire ainsi que de produits

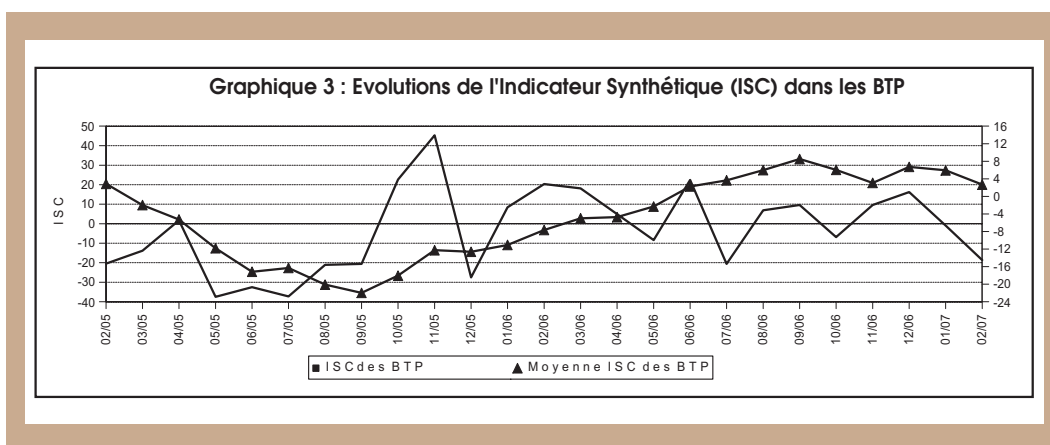
alimentaires et boissons (3,8%) au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Togo. La production a également augmenté de 2,9% dans la branche «Electricité, gaz et eau», notamment au Burkina, au Mali, au Niger et au Sénégal. La hausse globale de la production industrielle a été atténuée par la baisse de l'extraction minière (-11,2%), notamment celle de pétrole brut et gaz naturel (-27,0%) en Côte d'Ivoire et de phosphates et clinker au Sénégal et au Togo. Par pays, l'augmentation de la production industrielle a été de 33,3% au Niger, 9,6% au Burkina, 5,9% au Mali et 1,6% en Côte d'Ivoire. En revanche, la production a reculé de 18,6% au Bénin, 8,7% au Sénégal, 2,1% en Guinée-Bissau et 1,9% au Togo.

3.1.3 - Bâtiments et travaux publics

Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), les chefs d'entreprise ont signalé une dégradation de la conjoncture en **février 2007**, par rapport au mois précédent (cf. graphique 3), en raison notamment de la baisse des nouveaux contrats. Par pays, l'activité des BTP n'a presque pas varié au Burkina, au Niger et au Togo. Une baisse est notée en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Mali. L'activité a progressé au Bénin et au Sénégal.

Par rapport au mois de février 2006, l'activité des BTP a stagné, en liaison notamment avec le tassement des mises en chantier. Par pays, il est observé, en glissement annuel, une hausse de l'activité des BTP en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Une stabilité est relevée au Bénin. Par contre, la conjoncture s'est dégradée au Burkina, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger et au Togo.

Stagnation de l'activité dans le secteur des BTP, en glissement annuel.



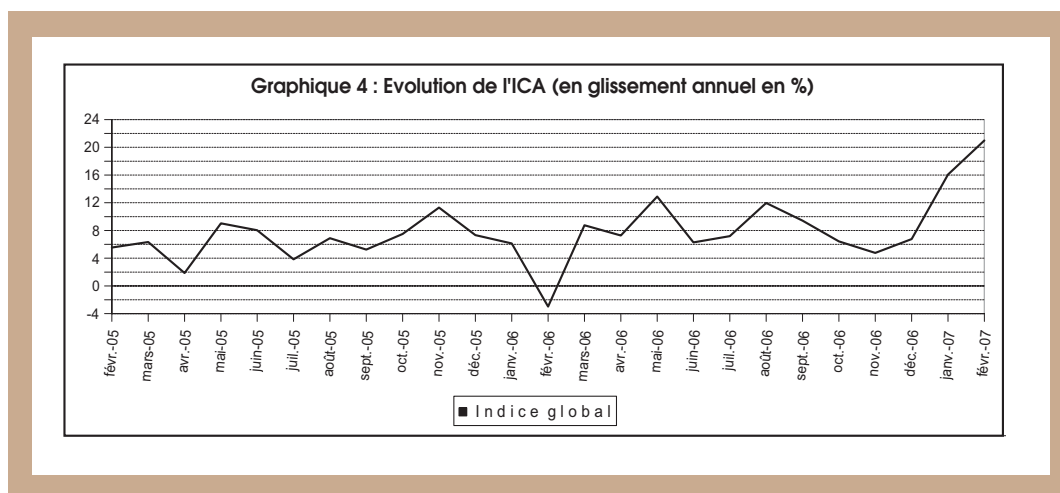
De janvier à février 2007, le rythme de l'activité des BTP n'a presque pas varié, comparativement à la même période de 2006, en liaison notamment avec la quasi-stagnation des nouveaux contrats et des mises en chantier. Par pays, l'activité de construction a été marquée, par rapport à la même période de l'année précédente, par une baisse au Burkina, au Mali, au Niger et au Togo. Elle s'est, par contre, accrue en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Une stabilité est notée au Bénin et en Guinée-Bissau.

3.1.4 - Activité commerciale

En rythme mensuel, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail de type moderne s'est contracté de 7,7% dans l'UEMOA, **en février 2007**, par rapport au mois précédent, poursuivant la décrue, notamment après les fêtes de fin d'année, des ventes de produits pétroliers (-10,7%), de produits de l'alimentation (-9,7%), de produits pharmaceutiques et cosmétiques (-8,5%) et d'articles d'équipement du logement (-4,3%). Par pays, la baisse des ventes dans le secteur du commerce de détail a été de 12,4% au Mali et au Sénégal, 10,6% au Togo, 9,0% au Niger, 5,2% en Côte d'Ivoire et 4,2% au Bénin. En revanche, le chiffre d'affaires a augmenté de 16,0% au Burkina et de 5,9% en Guinée-Bissau.

Intensification de l'activité commerciale dans l'UEMOA..

En glissement annuel, l'activité commerciale s'est intensifiée dans l'UEMOA en février 2007 dans le prolongement de la bonne tenue enregistrée en décembre 2006. En effet, comparativement au même mois de 2006, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail du secteur moderne a progressé de 8,9% (cf. graphique 4). Ce raffermissement des affaires est attribuable principalement aux commerces de produits pharmaceutiques et cosmétiques (18,8%), d'articles d'habillement (17,2%), de produits pétroliers (9,6%) et d'automobiles, motocycles et pièces détachées (9,4%). La hausse des affaires a été de 57,0% en Guinée-Bissau, 50,0% au Bénin, 17,9% au Sénégal, 11,4% en Côte d'Ivoire, 7,1% au Burkina et 1,7% au Togo. Par contre, le chiffre d'affaires a baissé de 6,7% au Mali et 1,5% au Niger.



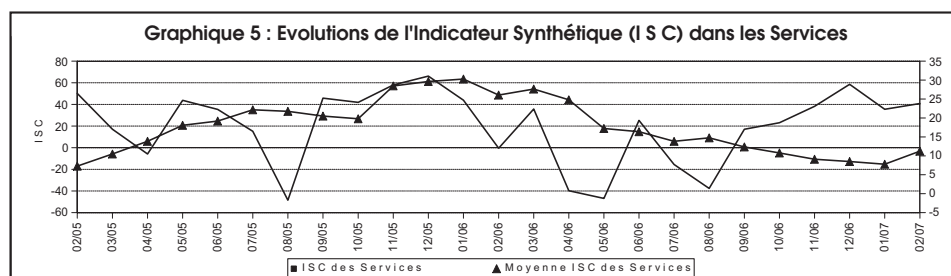
Sur les deux premiers mois de 2007, l'indice du chiffre d'affaires du commerce a enregistré une progression de 12,5% en moyenne contre 1,7% au cours de la même période de 2006. Cette évolution est essentiellement induite par l'accroissement des ventes d'automobiles, motocycles et pièces détachées (17,7%), d'articles d'habillement (16,9%), de produits pharmaceutiques et cosmétiques (15,3%) et de produits pétroliers (10,3%). Par pays, les ventes sont apparues en hausse dans le secteur du commerce au Bénin (55,8%), au Sénégal (21,9%), en Côte d'Ivoire (16,9%), au Niger (4,1%), au Burkina (3,0%), en Guinée-Bissau (8,9%) et au Togo (1,1%). Par contre, elles ont baissé au Mali (-3,2%).

3.1.5 - Services marchands

En février 2007, de l'avis des chefs d'entreprise, l'activité s'est accrue par rapport au mois précédent dans le secteur des services marchands, en liaison avec la hausse du chiffre d'affaires, notamment dans les branches «hôtels et restaurants», «intermédiation financière» et «transports, entreposage et communication». Les tarifs des prestations n'ont pas varié. Par pays, la conjoncture s'est améliorée dans la plupart des Etats. Toutefois, elle a quasiment stagné au Burkina et s'est dégradée en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Togo.

En glissement annuel, l'activité des services marchands est ressortie en hausse en février 2007. Les tarifs des prestations sont restés stables. Par pays, il est relevé, par rapport au même mois de l'année 2006, une bonne tenue de la conjoncture dans les services marchands dans tous les Etats, à l'exception de la Guinée-Bissau où elle a baissé et du Mali où elle n'a presque pas varié.

Progression en rythme annuel de l'activité dans le secteur des services marchands.



Au cours des deux premiers mois de 2007, la conjoncture s'est améliorée dans les services marchands, comparativement à la même période de l'année précédente. Il ressort, en moyenne, un léger raffermissement du chiffre d'affaires dans l'ensemble des Etats, à l'exception de la Guinée-Bissau et du Mali où il a stagné.

3.1.6 - Coûts de production des entreprises

En février 2007, les coûts unitaires de production sont apparus, d'un mois à l'autre, en hausse dans l'industrie et en stabilité dans les bâtiments et travaux publics (BTP). Il est signalé, par rapport au mois précédent, une stagnation des coûts unitaires de production dans l'industrie au Bénin, au Burkina, en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Togo. Une légère progression est observée en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger. Dans les BTP, les coûts unitaires de production sont ressortis en stabilité au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Togo. Ils sont jugés en hausse en Guinée-Bissau, au Niger et au Sénégal, du fait principalement du renchérissement des approvisionnements, et en baisse au Mali.

En glissement annuel, les coûts unitaires de production sont ressortis en légère hausse dans l'industrie et dans les BTP. Par rapport au même mois de 2006, une tendance haussière des coûts unitaires de production est observée dans l'industrie au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo, en liaison avec l'accroissement des prix des approvisionnements. Il est relevé une stabilité au Burkina

Coûts unitaires de production en légère hausse.

et en Guinée-Bissau. Dans les BTP, les coûts unitaires de production ont renchéri au Burkina, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo. Ils ont quasiment stagné au Bénin et en Côte d'Ivoire.

Sur les deux premiers mois de l'année 2007, les coûts unitaires de production apparaissent, par rapport à la même période de 2006, globalement en légère hausse dans l'industrie et dans les bâtiments et travaux publics. Par pays, il est observé une progression des coûts unitaires de production dans l'industrie en Côte d'Ivoire et au Sénégal, en rapport notamment avec la hausse des prix des approvisionnements. Il est enregistré une quasi-stabilité au Bénin, au Burkina, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger et au Togo. Dans les bâtiments et travaux publics, il est relevé un renchérissement des coûts unitaires de production au Bénin, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo, du fait essentiellement de la hausse des prix des approvisionnements. Une quasi-stabilité est constatée au Burkina, en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau.

3.1.7 - Situation de trésorerie des unités de production

De l'avis des chefs d'entreprise, la situation de trésorerie des unités de production a présenté, dans l'ensemble, des signes de légère tension en février 2007. Des contraintes de trésorerie plus ou moins persistantes ont été observées dans l'industrie, dans les BTP et dans le commerce. La situation est ressortie aisée dans les services marchands. Par pays, la situation de trésorerie des entreprises est jugée relativement tendue au Burkina, en Guinée-Bissau, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal. Elle est apparue stable au Togo, et confortable au Bénin.

Comparée à février 2006, la situation de trésorerie des entreprises s'est légèrement améliorée dans l'ensemble, en raison de son évolution favorable dans l'industrie et dans les services marchands. Elle s'est dégradée dans le commerce et dans les BTP. Par pays, la situation de trésorerie des unités de production s'est améliorée au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo. Elle s'est relativement dégradée en Guinée-Bissau et au Mali.

De janvier à février 2007, l'état de trésorerie des entreprises est demeuré inchangé dans l'ensemble, par rapport à la même période de l'année précédente. Toutefois, la situation diffère d'un secteur à l'autre. Elle est en amélioration dans l'industrie et dans les BTP. Elle n'a pas varié dans le commerce et dans les services marchands. Par pays, il est relevé un renforcement de la situation de trésorerie des entreprises au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Niger et une stabilité au Sénégal et au Togo. Une dégradation est constatée au Mali.

.....
*Stabilité de la situation
d'ensemble de la trésorerie
des unités de production.*
.....

3.2 - Evolution des prix

Le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse au rythme mensuel de 0,2% en février 2007, en rapport avec le renchérissement saisonnier des légumes et des tubercules en Côte d'Ivoire et l'augmentation du prix du riz (11,1%) au Sénégal. Toutefois, la baisse des coûts des carburants au Bénin, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger et au Sénégal atténuerait la hausse des prix.

Le taux d'inflation, en glissement annuel, est ressorti à 2,4% en février 2007 contre 2,5% en janvier 2007.

Légère baisse des prix en variation annuelle.

Tableau 3 : Evolution des prix dans les pays de l'UEMOA à fin février 2007

Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)		Inflation en moyenne (en %)	
	févr.-06	févr.-07	2006	2007	2006	2007
Bénin	1,2	-1,4	5,8	1,8	5,3	3,2
Burkina	-0,4	-0,1	6,6	-1,4	6,4	-1,5
Côte d'Ivoire	0,4	0,7	2,2	2,8	2,1	2,6
Guinée-Bissau	1,6	0,0	0,6	2,7	-0,2	3,5
Mali	0,4	-1,0	3,8	1,0	4,2	1,7
Niger	-0,2	-0,3	3,2	-0,5	3,2	-0,5
Sénégal	0,3	1,1	2,1	5,2	2,0	4,7
Togo	-0,3	-0,9	3,3	0,5	3,6	0,8
UEMOA	0,3	0,2	3,0	2,4	3,0	2,5
Zone-Euro	0,3	0,3	2,3	1,8	2,4	1,8
Etats-Unis	0,2	0,5	3,6	2,4	4,1	2,3
Japon	0,1	-0,2	0,4	-0,2	0,5	-0,1

Source: Instituts nationaux de la statistique et BCEAO

3.3 - Evolution des conditions de banque à fin février 2007

Les données analysées proviennent des résultats provisoires à fin février 2007 de l'enquête sur les conditions de banque dans l'UEMOA.

En moyenne, les taux d'intérêt débiteurs observés² se sont globalement établis à 7,85%³ en février 2007 contre 7,78% en janvier 2007, soit une hausse de 0,08 point de pourcentage. Ils ont varié entre 6,60% au Sénégal et 13,00% au Niger (cf. tableau 4). Par rapport à janvier 2007, les taux débiteurs ont augmenté au Niger (1,80 point), en Guinée-Bissau (0,90), au Mali (0,56 point), au Sénégal (0,28 point) et en Côte d'Ivoire (0,08 point). Cette évolution a été atténuée par les baisses relevées au Togo (-1,32 point) et au Burkina (-0,08 point) ainsi que la stabilité notée au Bénin. Un relèvement des conditions débitrices est observé au niveau des concours octroyés aux «Coopératives et groupements villageois» (2,42 points), à l'«Etat et organismes assimilés» (2,00 points) et aux «ONG, amicales et syndicats» (0,83 point). Selon l'objet du crédit, les concours pour lesquels la hausse des conditions débitrices est la plus notable sont ceux destinés à couvrir les besoins d'habitation (0,33 point) et les crédits de trésorerie (0,11 point).

Hausse du taux d'intérêt débiteur moyen

Selon la nature du débiteur, les taux d'intérêt moyens les plus élevés ont été appliqués, notamment à l'«Etat et aux organismes assimilés» (12,00%) essentiellement en Côte d'Ivoire et aux «particuliers» (11,33%) principalement au Niger (13,60%), en Côte d'Ivoire (13,20%) et au Mali (12,53%). A l'inverse, les conditions de prêt les plus souples ont été offertes aux «Sociétés d'Etat et EPIC» (6,97%), notamment à Dakar (6,36%) et à Abidjan (6,38%) et aux «entreprises privées du secteur productif» (7,28%), particulièrement à Dakar (5,81%) et à Abidjan (7,06%). Globalement, la place de Dakar a enregistré le taux d'intérêt moyen le plus bas (6,60%), suivie d'Abidjan (7,25%). Les taux d'intérêt observés à Niamey (13,00%) et à Bissau (12,00%) sont apparus les plus élevés.

2 : Dans le calcul des moyennes, les taux d'intérêt ont été pondérés par les montants de crédits associés.

3 : En incluant les prêts au personnel des banques, le taux d'intérêt moyen ressort à 7,81%.

Tableau 4 : Niveaux des taux d'intérêt moyens à fin février 2007, selon la nature du débiteur (en %)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Etat et organismes assi-milés			12,00						12,00
Particuliers	10,60	12,11	13,20	12,00	12,53	13,60	9,96	10,20	11,33
Clientèle financière					7,38				7,38
Sociétés d'Etat et EPIC	6,50	9,28	6,38				6,36		6,97
Assurance - Caisses de rétraite									
Entreprises privées du secteur productif	9,18	8,57	7,06	12,00	9,92	13,10	5,81	9,64	7,28
Entreprises individuelles	10,97	11,48	7,13		11,88	12,59	11,96	11,88	8,37
Coopératives et groupements villageois		13,00	8,50		10,40	11,95	10,82	12,50	9,59
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc)	11,02	13,00			10,17		9,00	13,50	10,29
Personnel des banques	4,37	1,72	4,88		3,03	5,51	1,02	6,39	3,39
Total	9,25	8,93	7,24	12,00	10,45	12,81	6,58	9,79	7,81
Total hors personnels des banques	9,30	9,28	7,25	12,00	10,51	13,00	6,60	9,90	7,85

Source : BCEAO

Selon l'objet du crédit, les concours de trésorerie ont bénéficié des taux d'intérêt moyens les plus bas (7,31%), notamment au Sénégal (5,96%) et en Côte d'Ivoire (6,92%) alors que les crédits de consommation sont ressortis les plus chers, avec un taux moyen de 11,34% au niveau de l'Union, du fait essentiellement des places de Niamey (13,39%), de Bamako (13,11%) et d'Abidjan (13,08%).

Comparés au mois de février 2006, les taux débiteurs ont augmenté, en moyenne, de 0,22 point de pourcentage au niveau global de l'Union.

Tableau 5 : Niveaux des taux d'intérêt moyens à fin février 2007, selon l'objet du crédit (en %)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Habitation	10,03	10,50	8,00	12,00	9,38	12,91	8,56	8,96	9,66
Exportation		9,25	12,00						9,49
Equipement	10,06	8,52	11,61		8,39	12,47	7,02	9,34	7,97
Consommation	10,34	8,29	13,08	12,00	13,11	13,39	10,96	11,68	11,34
Trésorerie	9,07	9,37	6,92		10,00	12,72	5,96	10,09	7,31
Autres	11,81	12,51	8,74	12,00	11,41	12,24	10,54	11,87	9,73
Total	9,25	8,93	7,24	12,00	10,45	12,81	6,58	9,79	7,81
Total hors personnels des banques	9,30	9,28	7,25	12,00	10,51	13,00	6,60	9,90	7,85

Source : BCEAO

En février 2007, les résultats disponibles indiquent une mise en place totale de 248,7 milliards de FCFA de crédits, autres que les découverts en comptes courants et les escomptes d'effets de commerce⁴. Ces crédits sont en hausse de 13,7 milliards (soit 5,8%), par rapport au mois précédent, en raison notamment de l'augmentation des mises en place en Côte d'Ivoire (28,8 milliards), au Burkina (1,1 milliard) et au Togo (0,5 milliard). Les crédits alloués ont bénéficié principalement aux «entreprises privées du secteur productif» (64,8%), aux «entreprises individuelles» (16,1%) et aux «particuliers» (9,3%). Ils ont servi, en grande partie, au financement des besoins de trésorerie pour 75,1%, d'équipement pour 10,1% et de consommation pour 5,4%.

Hausse des mises en place de crédits.

Comparées au mois de février 2006, les nouvelles mises en place de crédits ont augmenté de 3,5% au niveau de l'Union.

3.4 - Evolution de la situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin février 2007, comparée à celle de janvier 2007, est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, une baisse du crédit intérieur et une augmentation de la masse monétaire.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 4.325,9 milliards à fin février 2007 contre 4.172,7 milliards un mois plus tôt, soit une hausse de 3,7% imputable à la Banque Centrale, les avoirs extérieurs nets des banques ayant fléchi de 12,6% pour ressortir à 188,1 milliards.

L'encours du crédit intérieur a fléchi de 104,9 milliards, pour se situer à 4.363,9 milliards à fin février 2007 contre 4.468,8 milliards un mois auparavant. Cette situation résulte de la contraction de 125,6 milliards des crédits nets aux Etats, partiellement compensée par la hausse de 20,7 milliards des concours au secteur privé. Les crédits à l'économie sont ressortis à 4.131,1 milliards à la suite de l'accroissement de 20,2 milliards des concours à court terme et de 0,5 milliard des crédits à moyen et long terme. La position nette du gouvernement s'est située à 232,8 milliards.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 1,3% en rythme mensuel, pour s'établir à 7.201,8 milliards.

Hausse de la masse monétaire

4 : Le traitement séparé des découverts et des escomptes d'effets s'explique surtout par la difficulté à appréhender de manière fiable les informations relatives à l'objet et à la durée de la facilité de trésorerie ainsi consentie. Par ailleurs, le suivi mensuel du volume des crédits accordés sous forme de découverts est difficile, car les comptes bénéficiant d'un découvert peuvent être mouvementés plusieurs fois au cours d'une même journée, passant d'une situation de découvert à une situation d'excédent. Le volume total de crédit utilisé en terme de découvert sur une période donnée pour un compte donné est donc difficilement vérifiable. En outre, l'objet des crédits octroyés sous forme de découvert, leur utilisation et leur durée ne peuvent être saisis d'autant plus que chaque opération de découvert ne fait pas l'objet d'une demande expresse auprès de la banque. A cet égard, le suivi des découverts dans le cadre du dispositif de suivi des conditions de banque s'effectue trimestriellement à partir des plafonds des autorisations accordées par les banques.

Tableau 6 : Evolution des agrégats monétaires par pays (en milliards de francs CFA)					
	févr. 06	janv. 07	févr. 07	Variation (en %)	
				Mensuelle	Annuelle
Bénin					
Avoirs extérieurs nets	442,9	499,9	504,7	1,0	14,0
Position nette du gouvernement	-142,0	-176,7	-216,3	22,4	52,3
Crédit à l'économie	365,2	429,8	446,4	3,9	22,2
Masse monétaire	643,5	703,3	702,4	-0,1	9,1
Burkina					
Avoirs extérieurs nets	199,0	386,5	383,7	-0,7	92,8
Position nette du gouvernement	-20,8	-160,2	-143,7	-10,3	590,2
Crédit à l'économie	509,3	526,8	545,3	3,5	7,1
Masse monétaire	636,4	679,8	716,2	5,4	12,6
Côte d'Ivoire					
Avoirs extérieurs nets	780,3	964,0	1 096,8	13,8	40,6
Position nette du gouvernement	373,5	332,9	234,6	-29,5	-37,2
Crédit à l'économie	1 117,1	1 170,3	1 150,4	-1,7	3,0
Masse monétaire	2 058,2	2 298,5	2 309,1	0,5	12,2
Guinée-Bissau					
Avoirs extérieurs nets	34,1	46,4	43,7	-5,9	28,1
Position nette du gouvernement	12,3	9,7	9,9	1,9	-19,2
Crédit à l'économie	3,9	6,7	7,6	13,4	96,1
Masse monétaire	52,1	57,4	56,6	-1,4	8,6
Mali					
Avoirs extérieurs nets	460,0	497,2	520,7	4,7	13,2
Position nette du gouvernement	-73,4	-114,4	-96,4	-15,8	31,4
Crédit à l'économie	489,9	553,8	522,6	-5,6	6,7
Masse monétaire	809,3	888,9	889,4	0,1	9,9
Niger					
Avoirs extérieurs nets	134,9	153,6	159,1	3,6	17,9
Position nette du gouvernement	8,7	-6,9	-4,8	-29,8	-155,6
Crédit à l'économie	126,3	161,3	161,6	0,2	27,9
Masse monétaire	257,8	288,7	300,0	3,9	16,4
Sénégal					
Avoirs extérieurs nets	730,9	793,6	780,9	-1,6	6,8
Position nette du gouvernement	-127,5	28,3	6,8	-76,2	-105,3
Crédit à l'économie	1 059,6	1 071,4	1 097,3	2,4	3,6
Masse monétaire	1 530,6	1 725,5	1 734,9	0,5	13,4
Togo					
Avoirs extérieurs nets	154,2	224,3	216,0	-3,7	40,0
Position nette du gouvernement	0,5	4,5	-5,2	-215,8	-1167,6
Crédit à l'économie	210,3	190,3	200,0	5,1	-4,9
Masse monétaire	347,8	401,7	404,2	0,6	16,2
UMOA					
Avoirs extérieurs nets	3 588,7	4 172,7	4 325,9	3,7	20,5
Position nette du gouvernement	454,9	358,5	232,8	-35,0	-48,8
Crédit à l'économie	3 870,8	4 110,3	4 131,1	0,5	6,7
Masse monétaire	6 444,8	7 107,9	7 201,8	1,3	11,7

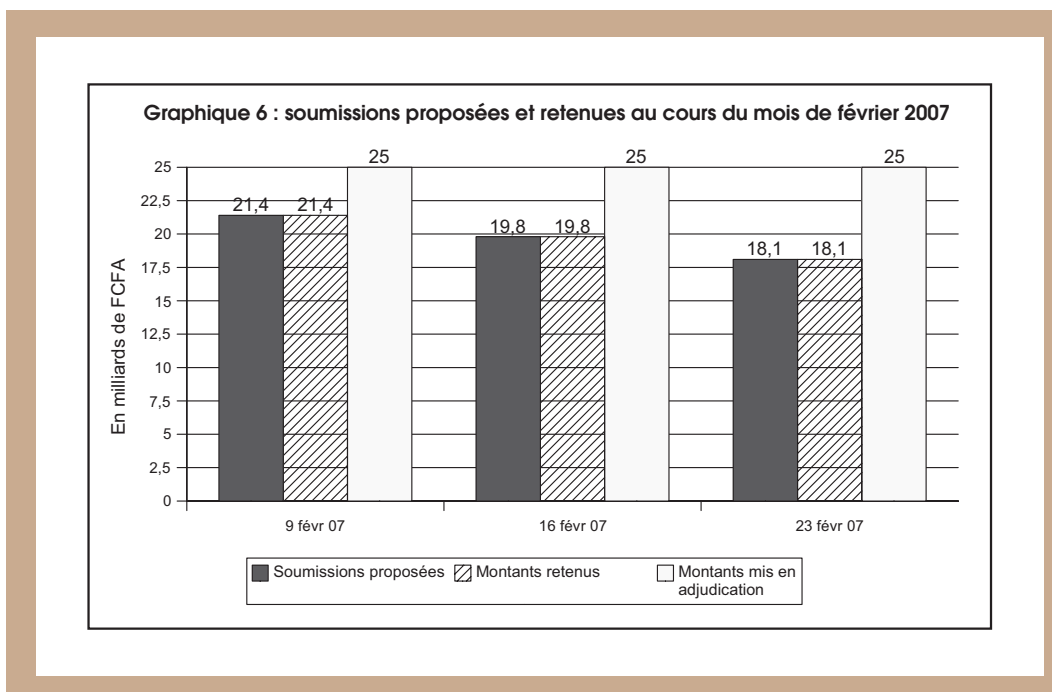
Source : BCEAO

3.5 - Evolution des marchés de capitaux

3.5.1 - Marché monétaire

Dans un contexte caractérisé par un resserrement de la trésorerie bancaire, consécutif notamment à une forte augmentation de la circulation fiduciaire et des concours des banques aux Etats et perceptible à travers des déficits croissants de constitution des réserves obligatoires ainsi qu'une hausse des taux d'intérêt interbancaires, la Banque Centrale a repris ses **opérations d'injection de liquidités**, suspendues depuis neuf ans. Ainsi, trois adjudications ont été effectuées, valeur 12, 19 et 26 février 2007, au cours desquelles 25,0 milliards ont été mis aux enchères pour chaque opération.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des demandes et des soumissions retenues.



Le taux marginal est resté stable à 4,0000% et le taux moyen pondéré hebdomadaire a fluctué entre 4,4974% et 5,0183%. Pour l'ensemble du mois de février 2007, le taux moyen pondéré du marché monétaire est ressorti à 4,3732%.

En février 2007, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires est ressorti à 27,9 milliards, affichant une hausse mensuelle de 9,8 milliards et annuelle de 12,0 milliards. Cette évolution est de nature à dissiper les craintes éventuelles d'un étiolement de ce marché au profit du guichet des adjudications.

Hausse du volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires.

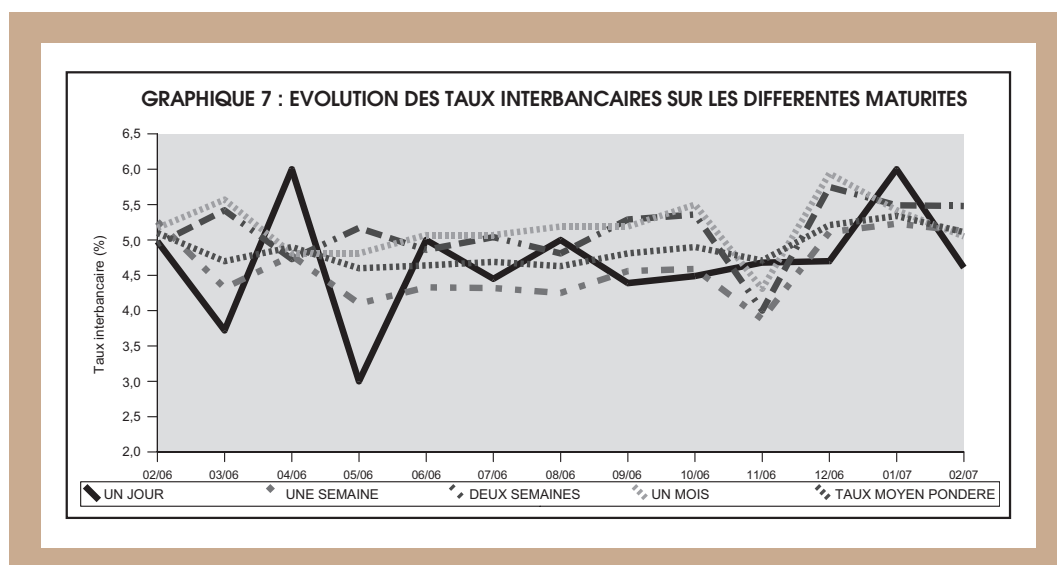
L'encours moyen des prêts s'est accru de 11,4 milliards pour se situer à 82,5 milliards.

5 : Moyenne pondérée en nombre de jours du taux des appels d'offres.

Baisse en rythme mensuel du taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire.

Dans l'ensemble, les taux d'intérêt ont évolué dans une fourchette de 3,75% à 7,00% contre 4,00% à 7,00% un mois plus tôt. Le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, s'est établi à 5,11% contre 5,34% le mois précédent et 5,10% un an plus tôt.

Le graphique ci-dessous présente la tendance des taux interbancaires sur les douze derniers mois.



Sur le marché des titres des créances négociables (TCN), aucune émission de bons du Trésor n'a été effectuée en février 2007. L'encours total des TCN en vie est ressorti à 171,2 milliards.

Tableau 7 : Evolution des opérations du marché interbancaire par compartiment au titre du mois de février 2007 (en millions de FCFA)

	UN JOUR		UNE SEMAINE		DEUX SEMAINES		UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS		NEUF MOIS		DOUZE MOIS		MONTANT		ENCOURS	
	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Total	UMOA		
31 janvier au 6 février 2007	-		18 900	5,38%	3 800	5,66%	1 800	5,31%	1 000	6,00%								25 500	16 350	87 800
7 au 13 février 2007	500	5,00%	22 450	4,82%	2 000	5,50%	3 000	5,58%	3 000	5,00%								30 950	14 200	85 900
14 au 20 février 2007	13 000	4,22%	9 900	5,38%	1 700	5,35%	-		2 000	5,00%	1 000	6,00%						27 600	7 750	78 000
21 au 27 février 2007	-		9 300	4,94%	3 800	5,39%	14 650	4,26%	-									27 750	19 450	78 200
Moyenne	3 375	4,61%	15 138	5,13%	2 825	5,48%	4 863	5,05%	1 500	5,33%	250	6,00%						27 950	14 438	82 475
Nombre d'opérations	4		32		17		10		3		1							67		

Source : BCEAO

Tableau 8 : Evolution en volume des prêts interbancaires par pays au titre du mois de février 2007 (en millions de FCFA)

	Bénin		Burkina		Cote d'Ivoire		Guinée-Bissau		Mali		Niger		Sénégal		Togo		UMOA	
	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA
31 janvier au 6 février 2007	1 100	600	9 000	4 000	1 900	1 900			3 300	1 800	-	-	2 000	-	8 200	8 050	25 500	16 350
7 au 13 février 2007	500	-	3 500	500	8 500	8 500			7 000	2 000	-	300	7 800	300	2 900	2 900	30 950	14 200
14 au 20 février 2007	1 000	-	5 000	-	2 200	2 200			2 000	500	-	-	12 000	-	5 400	5 050	27 600	7 750
21 au 27 février 2007	-	-	6 500	500	11 500	11 500			400	400	-	4 500	6 500	4 500	2 850	2 550	27 750	19 450
Moyenne	650	150	6 000	1 250	6 025	6 025			3 175	1 175	188	7 075	4 838	1 200	4 638	4 638	27 950	14 438

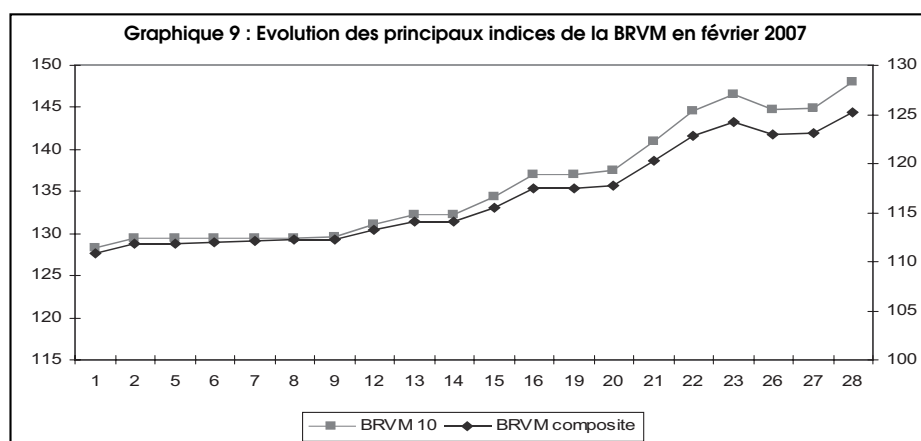
Source : BCEAO

3.5.2 - Marché financier

En février 2007, les indices BRVM₁₀ et BRVM composite, sont respectivement ressortis en hausse de 3,6% et 3,3%, d'un mois à l'autre.

Baisse des indices BRVM₁₀
composite en rythme annuel

En glissement annuel, les indices BRVM₁₀ et BRVM composite ont enregistré des baisses respectives de 19,8% et 5,8% en février 2007. Par rapport à la date de démarrage des activités de la bourse, les indices BRVM₁₀ et BRVM composite sont en hausse de 35,8% et de 16,6%.



Sur le marché des actions, trente-deux sociétés sur les quarante inscrites ont fait l'objet de cotation en février 2007 contre trente-trois au cours du mois de janvier 2007 et trente-et-une sociétés en décembre 2006. Les échanges de titres ont porté sur 680.967 actions contre 140.686 actions en janvier 2007 et 112.667 actions en décembre 2006, soit un accroissement de 504,4% sur la période sous revue. Cette progression des transactions, pour le deuxième mois consécutif, s'explique essentiellement par la hausse des échanges sur le titre ECOBANK, dont le volume est passé de 103.418 actions à 654.581 actions, d'un mois à l'autre. La forte demande des titres ECOBANK est liée, pour une large part, à leur fractionnement intervenu au cours de la deuxième décennie du mois de février 2007, visant à augmenter la liquidité des actions de la société, sa diffusion auprès du grand public et à diversifier la structure du capital de la banque. De 740 FCFA le 12 février 2007, le cours des titres ECOBANK est revenu à 380 FCFA le 13 février 2007.

Les autres sociétés dont les titres ont fait l'objet d'une demande relativement importante au cours du mois de février ont été notamment SONATEL SN (9.556 titres échangés), SOGB CI (4.624 titres échangés), PALM CI (2.456 titres échangés), SAPH CI (1.950 titres échangés) et BICI CI (1.331 titres échangés).

Sur le compartiment obligataire, douze des vingt-et-une lignes cotées ont été actives, contre onze au cours du mois de janvier 2007 et huit en décembre 2006. Le volume des titres échangés est ressorti à 224.586 obligations contre 2.579



obligations en janvier 2007 et 1.690 obligations en décembre 2006, en relation essentiellement avec l'importance des transactions sur la ligne obligataire BOAD 5% 2005-2013, avec 216.993 titres transigés, soit 2,2 milliards de FCFA.

La capitalisation totale du marché est ressortie en hausse de 9,1%, à 2.700,6 milliards à fin février 2007. **La capitalisation du marché des actions** s'est établie à 2.298,5 milliards contre 2.070,9 milliards à fin janvier 2007, soit une augmentation de 11,0%. En glissement annuel, la capitalisation du marché des actions a progressé de 50,1%. La capitalisation du marché obligataire est ressortie en repli de 0,5%, à 402,1 milliards, d'un mois à l'autre, en liaison avec la baisse des cours de certaines obligations, en particulier les emprunts TPCI 6,5% 2006-2009, Etat du Togo 6,5% 2006-2011 et ONATEL 6,65% 2006-2011. En glissement annuel, la capitalisation du marché obligataire a enregistré une hausse de 26,6%.

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
SEPTEMBRE 2007



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - SÈnÈgal
www.bceo.int